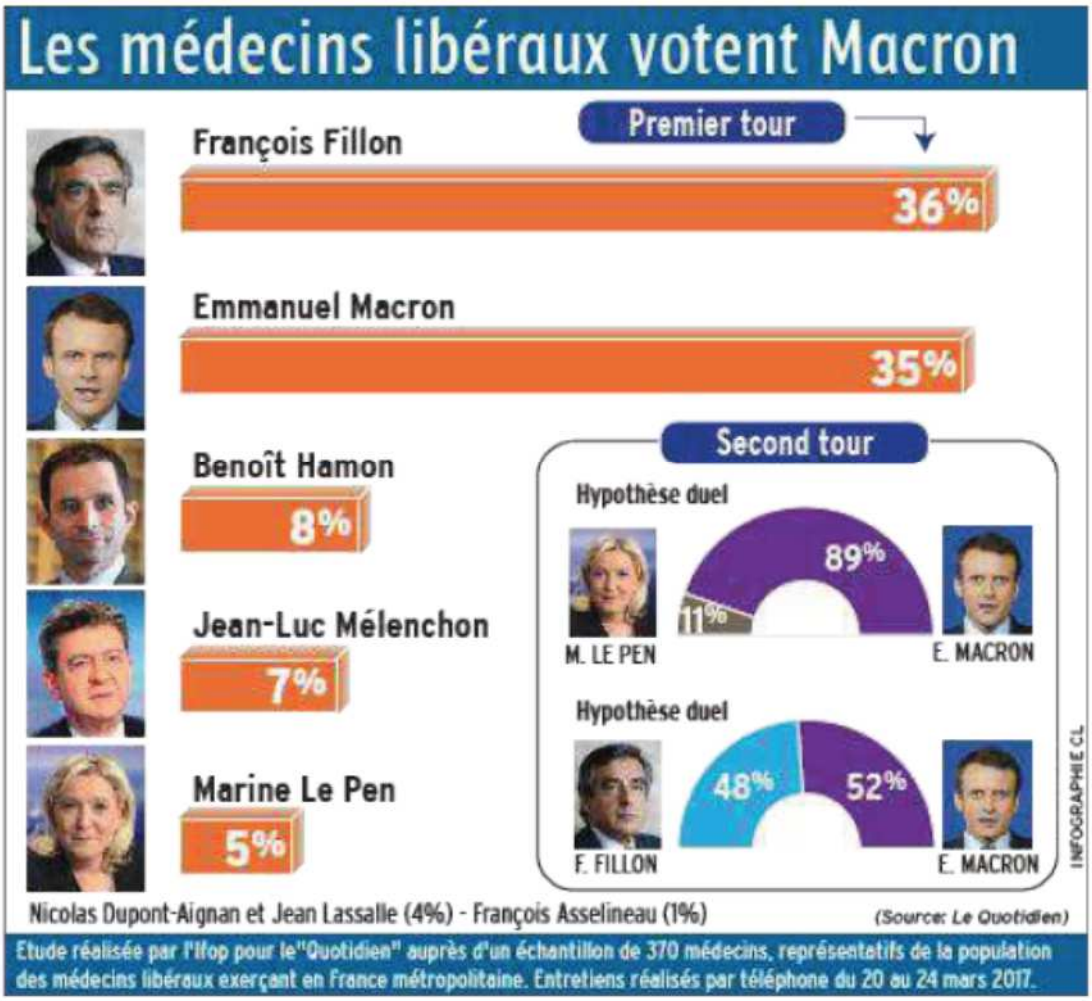
REVUE DE PRESSE

SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE

Vendredi 31 mars 2017

L'infographie



Bien moins enclins à l'abstention que l'ensemble des Français, les médecins libéraux s'avèrent polarisés par la droite de François Fillon et un centre-gauche où Emmanuel Macron crée la surprise. Finie la (timide) tentation de la gauche de 2012, oubliés les petits candidats parmi lesquels les médecins continuent de ranger la championne du Front national.

«Pour la première fois, le candidat de la droite n'est pas majoritaire chez les médecins libéraux», souligne François Kraus, de l'institut de sondages Ifop. François Fillon paye-t-il son positionnement et son discours très polémique sur son projet de santé ? Difficile à dire mais on assiste bel et bien à cet événement exceptionnel : pour la première fois, un candidat issu du centre gauche est en passe de l'emporter.»

Sourisseau marche pour Macron

Jérôme Sourisseau (Photo archives Majid Bouzzit) ne zigzague pas: *«Je roule pour Macron.»* Ex-président départemental de l'UDI, vice-président du Département et de l'agglo de Cognac, il a officialisé clairement ce que son discours laissait sous-entendre depuis plusieurs semaines. Pas question pour lui de soutenir François Fillon dans le cadre de la présidentielle. Il était d'ailleurs absent du meeting de Xavier Bertrand mardi soir à Soyaux. *«Au lendemain de la primaire, même si j'avais soutenu Juppé, je n'avais aucun souci pour me rallier à Fillon, d'autant qu'il avait un discours rassembleur. Mais la multiplication des affaires montre qu'il y avait un système organisé. Le coup de grâce, ç'a été le coup du remboursement du mariage de sa fille. Qui peut croire ça? En plus, il s'est resserré autour de sa base, de Sens commun ou d'un Charles Millon qui a été le premier à pactiser avec le FN. Pour moi, ce n'est pas possible»*, justifie-t-il. Si nombre de militants de droite le suspectent de lorgner vers une candidature En Marche! pour les législatives, il dément: *«J'ai été sollicité, mais j'ai décliné car cela m'obligerait à démissionner de mes mandats de maire, vice-président du Département et de l'Agglo. Or, je ne veux pas quitter ces engagements.»* Sur le terrain, il donne néanmoins un coup de main au mouvement En Marche! dans sa quête d'un candidat dans la deuxième circonscription. Jérôme Sourisseau est le deuxième membre de la majorité départementale à afficher publiquement

son soutien à Emmanuel Macron. Pierre-Yves Briand, maire de Châteaubernard, a même parrainé l'ex-ministre de l'Économie. *«Mais ça ne change rien aux accords locaux ainsi qu'à ma loyauté à la majorité départementale»*, promet Jérôme Sourisseau. Une majorité fragile en nombre, mais qu'il ne compte pas remettre en cause, même s'il se retrouve, de fait, à soutenir le même candidat que Philippe Bouty, Nicole Bonnefoy et Michel Boutant, les leaders de... l'opposition. *«Je ne suis pas de gauche. C'est clair et net. J'ai d'ailleurs vérifié. La loi Macron a été validée et amendée, certes, par la majorité de droite du Sénat. Pour moi aujourd'hui, le vrai clivage, ce n'est pas droite/gauche, mais conservateurs et progressistes. Il y a des conservateurs tout à droite, d'autres à gauche. Et au milieu des gens de bonne volonté capables de travailler ensemble.»*

FN: la campagne en retenue pour les législatives

Les candidats aux législatives ont été officiellement investis. Mais n'entreront officiellement en campagne qu'après la présidentielle.

Isabelle Lassalle, Geoffray Gourré, Aurélie de Azevedo. Les candidats charentais ont été officiellement investis. Photo Renaud Joubert

Jean-François BARRÉ
jf.barre@charentelibre.fr

Geoffray Gourré dans la première, Isabelle Lassalle dans la deuxième et Aurélie de Azevedo dans la troisième. Ce n'est pas un pronostic hippique mais le tiercé que de Front national voudrait voir gagnant en Charente aux législatives des 11 et 18 juin.

Le chargé de com' de la fédé FN en Charente, 26 ans, logisticien, l'élue municipale, commerçante à Cognac, 51 ans, et la conseillère régionale, chef d'entreprise à Touzac, numéro 2 du mouvement, ont été officiellement désignés par le parti de Marine Le Pen à la mi-mars, officiellement présentés hier, chaperonnés par Jean-Paul Berroyer, le patron du FN en Charente. Et quasiment réduits au silence, *«sauf sur les marchés, dans les apéros patriotes à la rencontre des citoyens»*, plaident les candidats qui ne plaisantent pas avec la discipline.

«Après l'élection de Marine»

Jean-Paul Berroyer justifie: *«Ce sont les consignes du national, pour ne pas interférer avec la campagne de la présidentielle»*, pour ne pas brouiller le message de la cheffe. Et la consigne sera tenue jusqu'à *«l'élection de Marine Le Pen»* au soir du 7 mai. Parce que le sort de l'élection ne fait aucun doute pour eux. *«Dès le lendemain, nous serons en campagne, sur le terrain, sur les marchés.»*

Avec des ambitions affichées. Fini, l'époque des candidas inconnus tout juste estampillés FN. *«Nous sommes élues, identifiées, implantées, reconnues»*, revendique Aurélie de Azevedo. *«Si les trois sont au second tour, ce sera une grande victoire»*, envisage déjà Jean-Paul Berroyer, qui se prend à imaginer *«deux ou trois triangulaires possibles dans le département»*. Le cas de figure ne leur a jamais été favorable jusque-là. *«Tout évolue*, veut persuader le secrétaire départemental. *Dans ces conditions, une circonscription peut être prise»*, lâche-t-il en lorgnant, en silence mais très fort, vers l'ouest et le sud de la Charente. *«Pour l'instant, on travaille pour la présidentielle. C'est ce qui déterminera la suite.»*

Agglo: dissensions autour de la fiscalité en conseil

L'unité, de mise en conseil depuis la fusion, a subi son premier petit écueil hier soir. Les élus d'Angoulême et de Soyaux n'ont pas partagé le point de vue de la majorité sur la fiscalité.

Stéphane URBAJTEL
s.urbajtel@charentelibre.fr

Au moment du vote, les doigts des élus d'Angoulême et ceux de presque tous leurs homologues de Soyaux et de Gond-Pontouvre se sont levés pour défendre l'une des hypothèses proposée pour harmoniser la fiscalité dans les 38 communes du nouveau GrandAngoulême: un plan long, sur 12 ans. Mais ceux de tous les autres conseillers se sont dressés pour valider l'autre proposition: tout faire sur cinq ans.

Le débat, assez technique autour des taxes, hier soir, en conseil d'agglo, est-il le premier accro dans l'unité affichée depuis la fusion en janvier? A la fin de la soirée, les élus étaient partagés sur cette question. C'est oui pour Vincent You, vice-président à l'agglo et adjoint aux finances à Angoulême: *«C'est le premier écart de fond à GrandAngoulême. Les élus d'Angoulême sont mis en minorité à l'agglo»*, a-t-il commenté. Et plutôt non pour François Nebout, le maire de Soyaux. *«Pas de coup de canif. Simplement, étaler les augmentations de fiscalité dans nos communes déjà pressurisées nous est apparu raisonnable.»*

Quelle conséquence réelle de la décision prise hier soir sur le portemonnaie des administrés?

Pour faire simple, le taux moyen unique entraînera une hausse de la fiscalité sur la taxe foncière et la taxe d'habitation dans les 16 communes de l'ex-GrandAngoulême. Pour l'illustrer, Denis Dolimont, vice-président en charge des finances, prend l'exemple d'un foyer de sa commune (Saint-Yrieix) qui paie 1100 € de taxe foncière: sa note augmentera de 40 € en cinq ans. 8 € de plus par an. Les anciens habitants de Braconne-et-Charente, Charente-Boëme-Charraud et Vallée de l'Echelle, sentiront, a contrario, une petite baisse.

Un budget contraint

La soirée avait pourtant débuté par des sourires: le vote électronique testé pour la première fois a détendu l'atmosphère. Les mines sont devenues plus graves pour lancer les débats autour du budget 2017, le gros morceau de la soirée.

Le défi relevé était inédit: il s'agissait d'étudier les comptes nés de l'agrégation des quatre intercommunalités. Un budget global évalué à 300 millions d'euros. Une collectivité mastodonte, un peu plus petite quand même que le Département et ses 500 millions. Un budget *«extrêmement contraint»*, considère Jean-François Dauré, le président de GrandAngoulême.

La plongée dans les caisses des communautés de communes n'a pas exhumé de *«mine d'or»*, souligne-t-il. Et, contrairement aux promesses de l'Etat, la fusion n'a *«pas apporté d'opportunités financières»*. La Dotation globale de fonctionnement (DGF) a ainsi fondu de 300 000 €. *«Mais on nous dit que sans la fusion, ça aurait été pire. Elle a joué le rôle d'amortisseur.»*

Tous les élus de l'agglo, dont Gérard Dezier, ont testé le vote électronique. Photo S. U.

Les grands chantiers

Parmi tous les chiffres cités hier soir, à noter celui du budget d'investissement pour 2017: 24 millions d'euros de crédit de paiement de dépenses d'équipement et le vote de 9,3 millions d'euros de nouvelles autorisations de programme.

Les grands chantiers de l'année ont été listés et, logiquement, ils couvrent l'ensemble du nouveau territoire: la fin des travaux de L'Alpha (1,5 million d'euros); les aménagements du secteur Gare, du pôle d'échanges multimodal et de la passerelle (3 millions); le centre de loisirs de Dirac sur trois ans (1,1 million de crédits de paiement); la participation de la collectivité aux travaux de la RN 141 (1,8 million d'euros) et à la Ligne à grande vitesse (500 000 €); le déploiement du haut débit sur le territoire de Charente-Boëme-Charraud, Braconne-et-Charente et Vallée de l'Echelle (3,3 millions d'euros sur trois ans, dont 1,7 million en 2017); les travaux de réseaux d'eaux pluviales, en particulier sur l'Anguienne (1,8 million)...

■ Grand Cognac a voté hier le budget primitif 2017 ■ Le premier de son histoire, transitoire et prudent, pour fonctionner ■ Dans l'attente d'un budget supplémentaire en juin qui fera office d'acte fondateur.

Agglo: un budget pour trois mois

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Les élus se sont offert une nouvelle séance à rallonge hier soir, lors de ce conseil, qui, outre le budget, comportait trente-deux dossiers à l'ordre du jour. Photo G. B.

Ça a été très compliqué à construire.» Jérôme Sourisseau, le vice-président en charge des finances et de l'agriculture, n'en a pas fait mystère hier, lors du conseil de la communauté d'agglomération de Grand Cognac qui s'est déroulé à L'Abaca, la nouvelle salle de spectacle de Cherves-Richemont. Compliqué le budget primitif 2017, le premier du genre, qui était à l'ordre du jour de cette séance forte de 32 dossiers qui s'est une nouvelle fois étirée tard dans la soirée. *«Merci au vote électronique»*, comme l'ont d'ailleurs rappelé avec soulagement nombre d'élus à la pause sandwich.

> **Un budget primitif 2017 compliqué parce que très technique.**

Il l'a été *«parce que très technique déjà»*, a répété à plusieurs reprises Jérôme Sourisseau, *puisqu'il a été réalisé sur la somme des budgets des quatre communautés de communes fusionnées, auquel s'est ajouté le budget des syndicats d'eau potable et d'assainissement»*. Compliqué aussi *«parce qu'il a fallu faire sans les comptes administratifs 2016 de chacune, pas encore disponibles, donc sans véritable visibilité, avec 300 000€ de masse salariale supplémentaire liés à la création de cette agglo»*.

Et, a-t-il ajouté sans détours, *«avec des anciennes CDC qui, on va le dire ainsi, se sont un peu laissées aller pour leur dernière année d'existence.»* Au final, c'est un budget primitif pour fonctionner l'espace de trois mois, *«mais optimisé, conçu avec une marge de prudence et de baisse à caractère général»*, dont il a détaillé les contours à ses collègues dans l'attente du vrai, un budget supplémentaire qui sera appelé au vote en juin prochain, *«le premier vrai acte politique de cette agglo»*, a-t-il souligné.

Pour l'heure, il s'établit à un peu plus de 71 millions d'euros (71 537 105 €), soit 45 M d'euros pour la section fonctionnement, contre 56 M d'euros autrefois pour les quatre CDC réunies, et 25,9 M d'euros pour celle d'investissement, les deux équilibrées. Il fait état de 10,2 M d'euros de charges de personnel, soit 22% du budget de fonctionnement, et d'une baisse des dépenses de 589 863 €. Il a été voté à 94 voix pour, contre une abstention, et laisse apparaître par ailleurs un faible taux d'endettement pour cette nouvelle agglo avec des emprunts classés en 1A (non toxiques) et à taux fixe pour l'essentiel.

La dotation de solidarité fait des heureux

Un budget marqué également par un chiffre, non des moindres: 6,8 M d'euros, soit le montant alloué à la dotation de solidarité communautaire (DSC), attribution basée sur le principe de reversement aux communes d'une partie de la croissance du produit fiscal communautaire. Une somme très conséquente, calculée sur la base de trois nouveaux critères de répartition. *«Pour faire en sorte qu'aucune commune ne touche un montant inférieur à ce qu'elle récupérait en 2016 de sa communauté pour ne pas déstabiliser les budgets communaux»*, a expliqué Jérôme Sourisseau.

Pas de perdants donc, mais beaucoup de gagnants en revanche dans cette nouvelle donne *«qui ne sera pas reconduite en 2018»*, a-t-il néanmoins prévenu, *ça laissera au moins du plus en investissement pour les communes concernées»*. En premier lieu pour Châteauneuf qui, de 0 €, engrange 189 000 €, Hiersac 80 489 €, Moulidars 71 512 €, ou encore Segonzac (111 206 €, + 69 000 €). Un point voté sans surprises à l'unanimité au cours de ce long conseil qui outre le dossier transport (lire CL du 30 mars), n'a pas vraiment donné matière à véritables débats si ce n'est sur la collecte des déchets (voir encadré), autre sujet avec le très haut débit internet parmi les plus importants à l'ordre du jour.

Collecte des déchets : Calitom encore ou non ?

Il s'est invité alors qu'on ne l'attendait pas, en ouverture de séance. Le dossier collecte des déchets a fait l'objet de nombreuses discussions. Plus précisément l'étude lancée par l'Agglo via un cabinet extérieur, pour 23 000 €, afin d'étudier le choix du prestataire qui assurera à l'avenir ce service, Calitom toujours, ou non. *«De l'argent dépensé pour rien»*, selon Jean-Louis Levesque, maire de Châteauneuf qui, comme d'autres de ses collègues, ne voit pas l'utilité de changer *«un prestataire qui donne satisfaction»*. Et d'avancer *«un choix politique et idéologique»* de la part de certains «anti-Calitom», notamment du côté de Jarnac et Cognac. *«Il n'y a aucune volonté d'écarter Calitom, on se pose juste la question du choix le plus judicieux à faire dans l'intérêt du contribuable, cette étude nous y aidera. Et si c'est Calitom, on poursuivra avec»*, lui a répondu Véronique Marendat, la première vice-présidente.

Autre point qui a prêté à causerie, mais pour une unanimité cette fois, le plan très haut débit internet. Les élus ont voté une autorisation de programme sur cinq ans de 9,4 M€ pour participer au déploiement de la fibre optique sur tout le territoire. Seront prioritaires, les entreprises et toutes les communes dites «en souffrance numérique».

Souvent accusés d'être privilégiés par rapport aux jeunes générations qui connaissent le chômage et la précarité, les retraités étaient pourtant dans la rue hier pour dire que non, «les retraités ne sont pas des nantis». Photo AFP

Les retraités battent le pavé pour leur pouvoir d'achat

■ Des centaines de retraités ont manifesté un peu partout en France hier ■ Ils réclament une hausse de leurs pensions qui stagnent depuis 2013.

Les manifestations lancées à l'appel de neuf organisations syndicales et associations (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, FGR-FP, Solidaires...) ont rassemblé quelque 300 personnes à Lille, 200 à Marseille, entre 200 et 250 à Toulouse, hier. A Paris, le cortège a rassemblé 1.100 retraités selon la préfecture de police, amassés derrière la banderole «Les retraités ne sont pas des nantis».

> **La retraite n'est pas une aumône mais le fruit de plusieurs dizaines d'années de travail.**

Dès la matinée, plus d'une centaine de retraités de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) s'étaient déjà rassemblés devant le siège de l'institution pour protester contre sa décision de récupérer leur logement pour les attribuer à des actifs. *«Les retraités aux revenus modestes se retrouvent dans l'impossibilité de se reloger dans le privé au regard du prix du marché»*, souligne Françoise Doriath-Pracht, secrétaire générale CGT des retraités de l'AP-HP.

«Un costume de Fillon, c'est un an de retraite!», s'exclame sur le Vieux Port marseillais, Stéphanie, 71 ans. Il est *«difficile»* de vivre avec *«une retraite à 1.800 euros par mois et 700 euros de loyer»*, témoigne cette ex-agent d'accueil à EDF.

Infirmière à la retraite, Élisabeth Grand, cégétiste, déplore aussi que *«les retraites stagnent depuis des années, alors que le coût de la vie augmente»*. *«Celui qui risque d'être élu, c'est Macron et lui on ne lui fait aucune confiance»*, poursuit la Marseillaise, alors que le candidat d'En marche! propose un système universel par points, indexé sur l'âge de départ, l'espérance de vie et la croissance.

«On demande une augmentation des retraites» et *«une réelle protection sociale, pour que la Casa (Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie) serve réellement pour la perte d'autonomie»*, argumente le Toulousain Jean Fort, responsable CGT.

«Les retraités sont toujours mis en conflit avec d'autres générations, or nous sommes dans la rue pour des revendications qui nous concernent mais aussi nos enfants et petits-enfants», explique le Lillois Jacques Lefevre, responsable CGT des retraités du Nord.

«Il y a tant d'économies non faites aujourd'hui en France qu'on peut parfaitement cesser de faire payer toujours les mêmes, y compris les retraités», a réagi dans un communiqué la candidate du Front national, Marine Le Pen.

«Aujourd'hui, je vis beaucoup moins bien qu'au début de ma retraite», témoigne Jacqueline, exenseignante qui dit *«hésiter avant de se faire soigner»* et *«piocher dans ses économies ou choisir l'hôpital public»*. Après 46 ans de carrière comme auxiliaire de puériculture, Anita, qui perçoit 1.100 euros de retraite, se dit *«très inquiète pour l'avenir»*, au vu des propositions des candidats à l'Élysée *«François Fillon, Emmanuel Macron et Marine Le Pen»*. *«Le seul qui se rapproche de mes idées est Jean-Luc Mélenchon»*, dit-elle, foulard CGT autour du cou.

«La retraite n'est pas une aumône», mais le fruit de *«plusieurs dizaines d'années de travail»*, avait défendu un peu plus tôt l'intersyndicale. Les retraites indexées sur l'inflation n'ont pas été revalorisées depuis cinq ans, ont-ils rappelé, demandant un retour du calcul des pensions sur les salaires.

Hamon: «La faillite morale des élites»

«Ce n'est pas tant le manque de loyauté à mon égard - objectivement je ne m'attendais pas à grand-chose de la part de Manuel Valls -, mais c'est l'acte qui consiste à ne pas respecter la démocratie pour combattre, quoi? un péril démocratique. J'y vois là un manque absolu de cohérence et une démonstration d'une grande faillite morale des élites politiques françaises», a fustigé le candidat du PS sur France Info, après la décision de Manuel Valls de voter pour Emmanuel Macron.

Fillon: «Emmanuel Hollande»

«La méthode qui consiste à vouloir faire plaisir à tous les électeurs, à dire un petit mot pour les uns et un petit mot pour les autres, c'est la façon la plus ancienne et la plus vieille de faire de la politique», a dénoncé hier François Fillon sur RTL, en ciblant Emmanuel Macron, rebaptisé *«Emmanuel Hollande»*. Sa proximité avec le président sortant est selon lui *«symbolisée encore hier par le ralliement de Manuel Valls»*.

Le grand oral face aux agriculteurs

Sept candidats ont passé hier un *«grand oral»* devant le monde rural réuni à Brest à l'initiative du Conseil de l'agriculture française. Le candidat des Républicains a été le plus applaudi, déclarant qu'il fallait *«arrêter d'emmerder les agriculteurs»* qui cumulent *«les difficultés: crises sanitaires, accidents climatiques, prix extrêmement fluctuants et beaucoup trop bas pour couvrir (les) coûts»*. Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan ont attaqué la PAC, une *«catastrophe»* pour la candidate frontiste, un *«délire administratif»* pour le leader de Debout la France, tandis que Jean Lassalle a clamé sous les applaudissements qu'il était *«absolument impossible de faire cohabiter l'homme et les animaux en montagne»*. Emmanuel Macron s'est prononcé pour *«une Europe qui fonctionne de la même manière partout»*.

Pour plus de huit Français sur dix, le pouvoir d'achat a baissé

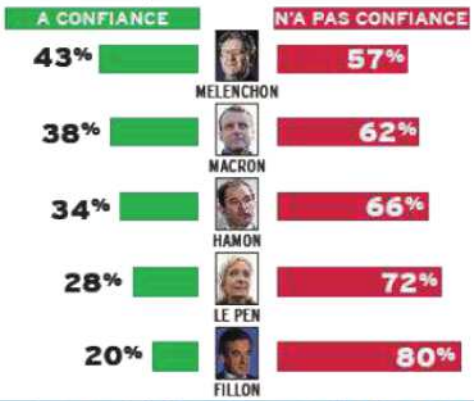
Le sentiment des Français sur l'évolution de leur pouvoir d'achat au cours des dernières années

35% arrivent à mettre de l'argent de côté

Le thème du pouvoir d'achat dans la campagne présidentielle

Une place...

La confiance accordée aux différents candidats en matière de pouvoir d'achat



Sondage Ipsos réalisé auprès de 1.005 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Échantillon interrogé par internet du 25 au 27 mars selon la méthode des quotas.

INFOGRAPHIE CL

CINQ CLÉS **POUR COMPRENDRE**

Déchets : Calitom change le rythme de ses collectes

Charente À partir de lundi, les collectes de déchets seront réorganisées dans plus de 300 communes

« Ça va changer les habitudes des Charentais, mais pas les bouleverser. Nous sommes nombreux à avoir de moins en moins d'ordures dans nos sacs noirs parce que nous trions. Autant ne pas faire tourner des bennes à vide », lâche Michel Coq, nouveau président de Calitom, qui gère l'ensemble du traitement des déchets et 50 % des collectes du territoire charentais. À partir de lundi, Calitom réorganise sa collecte sous différentes formes, sans licenciements. L'aboutissement de deux ans et demi de concertation avec les territoires, anciennes et nouvelles collectivités dont certaines passent désormais en régie directe.

1 Un site Internet pour s'y retrouver

Pour optimiser les tournées, revues en fonction des aménagements choisis par les territoires avec Calitom, à peu près tous les jours de collectes des sacs noirs et jaunes changent. Certains ramassages se feront désormais dans l'après-midi dans le Sud-Charente. Pour connaître les vôtres, il suffit d'aller sur le site www.calitom.fr

2 La collecte tous les quinze jours, c'est parti

Dans 104 communes du Nord-Est de la Charente (28 000 foyers), la collecte des sacs noirs et jaunes se fera tous les quinze jours, en alternance. Depuis novembre, des composteurs individuels ont été distribués, et des composteurs collectifs installés. Cas particuliers, les assistantes maternelles et les foyers de personnes âgées ont été équipés gratuitement de bacs individuels.

3 Une collecte robotisée en régie

La collecte robotisée des ordures ménagères va s'étendre. Après 18 communes concernées dans le Nord-Est Charente, 35 le seront sur Val-de-Charente. Près de 50 communes dans le Sud-Charente suivront en janvier 2018. Parmi ses avantages, elle garantit de meilleures conditions de travail.

4 Les colonnes enterrées toujours accessibles

Jarnac est la commune pionnière pour l'installation des colonnes enterrées dans lesquelles l'usager peut jeter ses déchets à toute heure. D'autres le seront dans les centres-villes de Barbezieux, Gensac, Châteaubernard, Ruffec, Rouzède et Écuras.

5 Des économies pour tous évaluées à 1 million

Le million d'euros que compte économiser Calitom sur la collecte (qui représente 18 % de son budget) doit générer des baisses de tarif pour l'usager allant de 6 à 9 %. Calitom encourage les Communautés d'agglo à zoner les taxes d'ordures ménagères en fonction des économies réalisées.

Hélène Rietsch

Le FN dans la droite ligne du parti

LÉGISLATIVES Le Front national a dévoilé ses trois candidats, tenus à la discrétion avant les présidentielles « pour éviter le désordre »

HÉLÈNE RIETSCH
h.rietsch@sudouest.fr

C'est dans le petit local situé près de la gare à Angoulême, aux couleurs Marine mais où n'apparaît pas sur les vitrines la mention Front national, que le conseiller régional et secrétaire départemental FN a dévoilé hier les trois candidats aux législatives, investis il y a trois semaines par le parti de Marine Le Pen.

« Ça fait quatre mois qu'ils se préparent, mais ils ne vous diront pas grand-chose. Tout doit passer par moi », prévient Jean-Paul Berroyer. Pourquoi ? Au Front national, les candidats aux législatives sont tenus au silence sur leur candidature jusqu'au second tour de la présidentielle. « Ça évite le désordre, c'est une feuille de route nationale. Notre priorité, ce sont les présidentielles », assure Jean-Paul Berroyer. Lequel, dit-il, n'est pas sur les rangs « par choix », pour « laisser la place aux meilleurs ».

Au côté de Jean-Paul Berroyer, les trois candidats : Aurélie de Azevedo, Isabelle Lassalle et Geoffray Gourré. PHOTO QUENTIN PETIT

« Des apéros patriotiques »

Ils sont donc deux femmes et un homme, deux élues et le « secrétaire à l'événementiel » du parti, prêts à faire campagne « à partir du 8 mai ». Dans la première circonscription, le FN a choisi Geoffray Gourré, 26 ans, logisticien, natif d'Angoulême. Dans la seconde, sans surprise, c'est la conseillère municipale de Cognac, et conseillère d'agglo FN, Isabelle Lassalle, 51 ans, qui se présente, et enfin, dans la troisième, la conseillère régionale Aurélie de Azevedo, 40 ans, secrétaire départementale adjointe et chef d'entreprise à Touzac (Assist et vous) qui a, précise-t-elle, « longtemps travaillé à Verdille ». « On est présent sur le terrain, c'est ce qui compte », défend Geoffray Gourré. « Pas des candidats fantômes », souligne Jean-Paul Berroyer. Un handicap de ne pas s'exprimer avant la fin de la présidentielle ? « On s'épanouit mieux dans la hiérarchie. Ça ne nous empêche pas d'être présents sur les marchés », abonde Aurélie de Azevedo. « On est identifié et reconnu. Et on ne fait pas rien », défend Isabelle Lassalle, évoquant des « apéritifs patriotiques » organisés dans les cantons.

Sourisseau vote Macron

POLITIQUE L'élu UDI reconnaît plus ses valeurs centristes chez le candidat d'En marche

Jérôme Sourisseau. A.LACAUD

Jérôme Sourisseau ne fera pas campagne, mais il « assume » son positionnement publiquement. Comme il le laissait sous-entendre depuis quelques jours, l'élu centriste a choisi de voter pour Emmanuel Macron. Initialement pro-Juppé, il était prêt à soutenir François Fillon. « Au lendemain de sa victoire, il avait compris la nécessité du rassemblement, en intégrant la vision centriste. Je me disais : ce n'est pas l'idéal mais c'est quelqu'un de loyal, droit et honnête. »

Patatras, les révélations accumulées depuis janvier ont fêlé son image. Puis, il y a eu la « purge » de ceux dont Jérôme Sourisseau se sentait le plus proche. « Il reste Sens Commun et Charles Millon, le premier à avoir fait un pacte avec le Front national », se désole le vice-président de l'UDI Charente.

Mettre fin au bipartisme

Les « valeurs » du centre, « un projet à la fois « solidaire, raisonnable et économiquement libéral », il dit les retrouver chez Emmanuel Macron. Celui-ci s'inscrit, selon le maire de Bourg-Charente, dans le même positionnement que François Bayrou en 2007, cherchant à sortir du bipartisme en place depuis 1958. « Pour une fois, il y a un moyen de faire sauter un peu les verrous », espère Jérôme Sourisseau, qui rêve d'une « scène politique plus conforme à la réalité ».

Le voilà qui soutient donc le même candidat que les sénateurs Michel Boutant et Nicole Bonnefoy ou le député David Comet, tous socialistes. « Je regarde devant. Chacun fait en son âme et conscience. Je suis de la famille de la droite et du centre, mais je n'ai pas beaucoup de points communs avec Eric Ciotti ou Nadine Morano », lance Jérôme Sourisseau.

Il ne sera pas candidat aux législatives, et considère que son choix n'interférera pas sur le fonctionnement au sein de la majorité de droite au Conseil départemental.

Philippe Ménard

La MSA encaisse la crise de l'agriculture

CHARENTES La caisse doit diminuer ses effectifs alors que les exploitants sont touchés par la crise

C'est une tradition annuelle. La Mutualité sociale agricole (MSA) des Charentes organisait hier son assemblée générale à Rouillac. L'an dernier, Patrick Couillaud avait réalisé un coup d'éclat : le président annonçait que le comité d'administration entendait s'opposer à la convention d'objectifs et de gestion. « Il s'agit d'une alarme pour dire : "Arrêtez de nous enlever des moyens" ».

Cette franche prise de position n'a pas été entendue. En effet, les arbitrages budgétaires nationaux ont décidé de coupes claires : la MSA des Charentes perdra 50 postes en cinq ans (soit une perte de 12 %) et 15 % de ses moyens de fonctionnement. « Il y a un an, j'avais dit que cela mettrait en péril la faculté d'assurer notre mission de service public, se souvient Patrick Couillaud. Pour 2017, ça ne sera pas le cas, mais pour les années à venir, oui. »

Patrick Couillaud regrette la perte de 50 salariés dans les cinq ans à venir. ARCHIVES F.P.

Mutualiser pour économiser

Certes, le président nuance en relevant qu'il s'agit de départs à la retraite non remplacés. « Mais plus on avancera dans le temps, plus les restrictions budgétaires seront faites sur des points essentiels, et plus nous aurons de difficulté à assurer notre service auprès des exploitants. »

Car si les moyens diminuent, la charge de travail, elle, augmente. « L'année culturale a des effets néfastes chez bon nombre d'agriculteurs, poursuit le président. 2016 restera comme l'année la plus difficile pour nos éleveurs et céréaliers. Plus que jamais, la MSA constitue un amortisseur social. »

Pour réaliser des économies, un mouvement de mutualisations a été lancé. Après une fusion des caisses de Charente et de Charente-Maritime en 2010, la MSA des Charentes va maintenant transférer certaines compétences : la MSA Sèvre-Vienne obtient la gestion des cotisations des non-salariés et celle des accidents du travail, tandis que la caisse charentaise récupère l'ensemble de l'activité retraite. Sur ce plan, tout au moins, les répercussions sur les 160 000 adhérents (dans les deux départements) devraient être minimes.

Jonathan Guérin

Le campus des métiers va former des foudriers

CHAMBRE DES MÉTIERS Une formation spécifique va être lancée à partir de mi-mai. Une grande première

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

Une formation spécifique pour construire des foudres (grands contenants) va voir le jour. PH. « SO »

Hier après-midi, la Chambre des métiers de Charente avait réuni autour de la table des agences d'interim, des tonneliers et Mme Mares, déléguée régionale du Fonds d'action sociale du travail temporaire, pour une raison bien particulière : le lancement sur le campus des métiers cognaçais de la formation grands contenants (autrement dit les foudres). « L'objectif, à cette occasion, était de réunir tous les acteurs du secteur d'emploi de la tonnellerie », confirme Joanna de Monplanet, chargée d'études recherche et développement au sein de la Chambre des métiers et pilote de mise en place de cette formation.

« Elle répond à une demande faite par les tonneliers en 2013 », précise Joanna de Monplanet. Il aura fallu quatre années d'études et de projections pour que la formation, définitivement validée par un collège de six tonneliers et six membres de la Chambre en mars dernier, voie le jour. Et de fait, la demande est bel et bien là. « Aujourd'hui, la formation des foudriers est essentiellement réalisée en interne dans les entreprises. Ce sont les anciens qui transmettent leurs connaissances aux plus jeunes. Mais la population des tonneliers est de plus en plus âgée (plus de 40 ans en moyenne) et le risque est de voir, à terme, ce savoir-faire se perdre. »

Foudrier, pas tonnelier

D'où l'intérêt de cette création, sachant que le métier de foudrier diffère sensiblement de celui de tonnelier. « D'abord en raison de la taille, mais aussi de la chauffe. Et puis, pour construire un grand contenant, il faut savoir lire un plan, effectuer des traçages, conduire des engins élévateurs pour retourner la foudre. Autant on peut faire un tonneau tout seul, autant construire une foudre est un travail d'équipe. C'est un métier qui est à la croisée de la tonnellerie, de la menuiserie et de la charpenterie. Actuellement, ce sont d'ailleurs plus des menuisiers et des charpentiers qui les construisent que des tonneliers », informe Joanna de Monplanet.

La première session de formation doit démarrer mi-mai. Elle est ouverte à tous les publics, tonneliers déjà en entreprise, jeunes qui veulent ajouter un plus à leur CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) de tonneliers, demandeurs d'emploi… « Et d'une manière générale, toute personne attirée par le travail du bois. » Douze places au maximum sont disponibles. « En attendant que notre site de la Haute-Sarrazine soit prêt, elle se déroulera sur le campus des métiers de Barbezieux et celui de Cognac », affirme la chargée de mission. Une session qui se déroulera en deux parties. La première, à partir de mai, aura une durée de 182 heures (un mois et demi) où seront abordés les fondamentaux : connaître et renseigner les documents techniques, connaître les essences de bois, savoir tisser les machines, connaître les compétences essentielles en tonnellerie… La deuxième aura lieu à l'automne (200 heures) et concernera la construction des grands contenants.

« C'est une formation qui, dans les deux à trois ans à venir, sera diplômante », assure Joanna de Monplanet. Et risque d'être recherchée car unique au niveau national, « et même international ».

La générosité ne sera pas durable

GRAND-COGNAC Pour ne léser personne, la dotation de solidarité communautaire est élevée, mais la copie sera revue en 2018

Fondée le 1er janvier, l'Agglo de Grand-Cognac se devait de voter un premier budget dans un délai de trois mois. Celui présenté hier soir au Conseil communautaire, à l'Abaca de Cherves-Richemont, ne comportait pas de réelle dimension politique. Il « agrège » les budgets des quatre entités ayant fusionnée, les CdC de Cognac, Jarnac, Segonzac et Châteauneuf-sur-Charente, pour un total de 45,6 millions. Le premier véritable budget sera voté en juin.

La jeune Agglo fait face à une première épreuve : la répartition de la dotation de solidarité. Elle était auparavant très inégalement répartie : élevée au sein de Grand-Cognac, inexistante à Châteauneuf-sur-Charente. Comment satisfaire tout le monde sans faire exploser l'enveloppe ? Telle est l'impossible équation posée à Grand-Cognac.

Déficit de 1,6 million

Après différents calculs, il restait trois communes « perdantes », celles au plus haut potentiel fiscal, Cognac, Châteaubernard et Merpins. Un réajustement a été réalisé, dans le but que pour cette première année, personne n'ait moins que par le passé. Ce qui fait passer l'enveloppe totale de 5,1 à 6,7 millions.

« La ventilation, il faut se le dire, est généreuse. Cela amènera une réflexion pour 2018. Il ne faut pas imaginer que ces recettes restent pérennes », prévient Jérôme Sourisseau, vice-président en charge du budget. La discussion devra s'appuyer sur le « pacte fiscal et financier » qu'il reste à élaborer, et sur les compétences prises ou pas.

Personne n'a contesté le principe, ce sera une autre paire de manches quand il faudra définir comment se repartir l'effort. Jérôme Sourisseau a pointé un autre écueil, un déficit de 1,6 million. Il sera couvert par le report des résultats, mais ceux-ci ne sont pas connus. Cela a le mérite, selon Jérôme Sourisseau, de montrer qu'à l'avenir il faudra prendre garde à ne pas dépenser plus que les recettes.

Philippe Ménard

Michel Gourinchas, président de Grand-Cognac. ARCHIVES M. AMAT

CHÂTEAUBERNARD

Broyage et permaculture

Le broyeur des Jardiniers charentais va fonctionner demain. S. B.

En vous rendant au potager du Jardin respectueux (accès par la rue de la Trache) demain dès 10 heures, vous pourrez participer à une animation broyage aux côtés des Jardiniers charentais qui font le déplacement avec leur broyeur. Et repartir pourquoi pas avec un peu de broyat. Les secrets du compostage vous seront aussi divulgués en immersion dans le composteur géant du jardin.

La petite nouveauté cette année, il faut la trouver du côté de l'atelier permaculture (agriculture et habitat durables), avec « la tour de pommes de terre en lasagne » à reproduire chez soi. Alexis Marcotte, de l'association Les Jardins respectueux, nous livre quelques lignes de recettes : « On jardine verticalement par couches successives ; compost, paille, etc. On plante des pommes de terre dans la tour. On ferme la tour par un grillage à poules. » L'intérêt de la structure est alors vite dévoilé par notre expert : « On voit les couches à travers le grillage. Une fois que les pommes de terre ont bien poussé, on fait tomber la tour et il n'y a plus qu'à récolter. »

Sandra Balian

Rendez-vous demain. Gratuit pour les adhérents, prix libre pour les autres. Stationnement possible après le pont de la Trache. Animations proposées de 10 à 14 heures. Pique-nique partagé à midi. Tél. 05 45 80 81 15.

Châteaubernard : actions pour mieux vivre la chimio

Le magasin Dalbe Cognac propose deux jours de démonstrations et d'ateliers, aujourd'hui et demain. Cette année, Évelyne Bonnet-Boissinot, gérante du magasin Dalbe (dessin, arts graphiques, loisirs créatifs, beaux-arts et encadrement), espère dépasser les 37 toiles récoltées l'an passé, une jolie moisson artistique dont l'association Fleur d'Isa a pu faire bon usage (les tableaux sont revendus aux cours d'expositions). Ses bénévoles œuvrent pour le bien-être des patients en chimiothérapie. Grâce aux fonds récoltés, dans les environnements médicaux partenaires (hôpital d'Angoulême, de Cognac, centre Clinical de Soyaux et service d'hospitalisation à domicile de Santé service Charente), les malades peuvent ainsi bénéficier de soins bien-être (pédicure, sophrologie, etc.) et de petites attentions au moment des fêtes. L'association sera présente les deux jours d'animation et proposera des coquelicots artificiels à la vente.
S. B.

Éveline Bonnet-Boissinot. S. B.

PROGRAMME

AUJOURD'HUI de 11 h à 12 h : encadrement / démonstration baguette effet usé ; de 14 h 30 à 16 h : pastel / encadrement ; de 16 h 15 à 17 h 30 : centre de table pour Pâques.
DEMAIN de 11 h à 12 h : acrylique couteau ; de 14 h 30 à 16 h : action painting ; de 14 h 30 à 16 h : Water Color Mosaic Fimo ; de 16 h 15 à 17 h 30 : démonstration graff.

Dalbe, 1 rue du Languedoc (route de Barbezieux). Tél. 05 45 80 59 67.

COMMUNES EXPRESS

CHÂTEAUBERNARD

Créa scène nous plonge dans la « fabrique » des stars. Créa scène, basée à Foussignac, revient pour la deuxième année consécutive au Castel. La troupe menée par Stéphanie Brigot propose trois représentations de sa comédie musicale « Stars System » ce soir à 20 h 30, demain à 20 h 30 et dimanche à 15 heures. Une immersion dans la vie d'artiste au gré des plateaux télé, studios d'enregistrement et même au festival de Cannes. Attention, il ne reste que quelques places pour les spectacles de ce soir et demain, mais davantage pour dimanche. Billetterie au 06 30 80 99 53 ou au Castel aujourd'hui de 13 h 30 à 17 heures. Tarifs : 18 €, -12 ans ou sans emploi 12 € et gratuit pour les -5 ans.